

<http://www.arretsurimages.net/breves/2014-05-21/Greenwald-Wikileaks-et-le-pays-mystere-id17462>

GREENWALD, WIKILEAKS ET LE PAYS MYSTÈRE

Par Vincent Coquaz le 21/05/2014 - 16h43 - lu

On l'a appris lundi, grâce au média de [Glenn Greenwald](#) : la NSA surveille de (très) près les conversations téléphoniques de cinq pays, dont les Bahamas, le Mexique, les Philippines, le Kenya... et un pays mystère. Mais c'était sans compter sur Wikileaks qui fustige le choix des médias de ne pas donner tous les noms.

"La NSA, via son programme MYSTIC, a activement collecté les métadonnées des téléphones portables de cinq pays, et intercepté le son de toutes les conversations dans deux d'entre eux." La révélation lundi du tout jeune média d'investigation The Intercept, publication de [First Look](#) de Glenn Greenwald (dont @si vous parlait [ici](#) et [là](#)), a fait grand bruit. Imaginez un peu : l'intégralité des conversations téléphoniques des Bahamas (300 000 habitants) est ainsi captée puis stockée pendant trente jours par l'agence américaine en dehors de tout cadre légal ou procédure judiciaire, officiellement dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue. Habitué des révélations sur la NSA (il est à l'origine de la [publication des révélations d'Edward Snowden](#)), Greenwald s'est pourtant retrouvé cette fois sur le banc des accusés... de complicité avec les autorités américaines. Son tort ? Il a refusé de donner le nom d'un des deux pays dont l'intégralité des conversations sont enregistrées par l'agence US, ne citant que les Bahamas (ainsi que le Mexique, les Philippines et le Kenya pour les métadonnées, à savoir les informations sur une conversation, comme l'heure ou les participants, mais pas le contenu).



L'opération Mystic de la NSA consistait à recueillir les métadonnées des conversations téléphoniques au Mexique, Kenya et Philippines, et d'enregistrer

l'ensemble des conversations des Bahamas et d'un pays qui n'est pas nommé (sous-opération SOMALGET) - Illustration de Josh Begley pour The Intercept

"*The Intercept* ne nomme pas [ce pays] en raison de préoccupations spécifiques et crédibles sur une augmentation de la violence" précise ainsi l'article. Une explication qui n'a pas été du goût de Wikileaks : "L'argument de *First Look* pour censurer le nom d'une nation entière qui a été enregistrée, est le même que celui d'Obama pour censurer les photos d'Abu Ghraib" pouvait-on lire sur le Twitter officiel de l'organisation fondée par Julian Assange. "Les autorités américaines nous ont agressivement ordonné de supprimer le nom des 4 pays, comme le *Post* l'a fait. Nous avons refusé." lui répond alors Greenwald, faisant référence à la [couverture de l'histoire par le *Washington Post* en mars dernier](#), qui avait effectivement choisi, lui, de ne révéler le nom d'aucun des pays surveillés.

Le ton de la conversation devient alors nettement moins cordial : "Le fait est que *First look* se comporte comme une bande de racistes qui pense que les citoyens des pays dominés par les USA n'ont pas de droits". Et Wikileaks va même plus loin : étant donné que *First Look* refuse de donner le nom du pays écouté, Wikileaks le fera elle-même, "d'ici 72 heures" a-t-elle annoncé hier. Rendez-vous vendredi ?